



World Food
Programme

SAVING
LIVES
CHANGING
LIVES

1er bulletin sur la protection sociale— Bureau Régional pour l’Afrique de l’Ouest (RBD)

En Afrique de l’Ouest, le PAM a soutenu les gouvernements dans leurs efforts pour mettre en place des systèmes de protection sociale nationaux dans toute la région, en mettant l’accent sur leur capacité à aider les populations à gérer les risques et les chocs, tout en contribuant à la sécurité alimentaire et nutritionnelle .

Le présent bulletin présente quelques points saillants de ce travail, sans en donner une vue globale. Chaque bulletin se concentrera sur quelques sujets et activités .

Decembre, 2021

RESPONDING TO COVID-19 PANDEMIC THROUGH SOCIAL PROTECTION SYSTEMS IN THE SAHEL (AOÛT 2020 – JANVIER 2022)

Un projet conjoint entre l'UNICEF et le PAM

Avec des fonds du BMZ/KfW, le PAM et l'UNICEF ont soutenu les gouvernements du **Mali**, de la **Mauritanie** et du **Niger** à répondre à l'impact socio-économique du COVID-19 et à renforcer les systèmes nationaux de protection sociale. Les résultats de ce projet de 18 mois s'articulent autour de trois priorités principales : la prestation de services, le renforcement des systèmes; et les connaissances et l'apprentissage. Le projet fournit une assistance immédiate de transferts monétaires à 1,8 million de personnes par le biais **d'une approche à double voie** : par le biais des programmes de protection sociale du gouvernement pour fournir un soutien essentiel (voie 1) et lorsque les capacités nationales sont saturées, les transferts d'espèces sont effectués directement, en conformité avec les plans de réponse nationaux de protection sociale (voie 2). Dans le cadre de ce projet, le PAM a effectué des transferts monétaires à plus de **120 000 ménages (863 108 personnes)** dans les pays concernés. Selon les résultats des exercices de suivi post-distribution (PDM), **91 pour cent** des bénéficiaires interrogés au Niger ont reconnu que les **transferts monétaires avaient eu des effets positifs pour répondre à leurs chocs immédiats**, tandis qu'en Mauritanie, **la consommation alimentaire s'est considérablement améliorée** entre 2020 et 2021 chez **87 pour cent** des ménages bénéficiaires interrogés. En outre, le PAM a fourni une alimentation complémentaire sous forme de couverture à **6 860 enfants** et **5 281 femmes** et, en collaboration avec l'UNICEF, a diffusé des messages de communication pour le changement de comportement social sur la nutrition à **14 600 ménages**, tandis que **35 868 ménages** ont reçu des messages de prévention sur le COVID-19 par les deux agences.

863,108
INDIVIDUS

ont bénéficié d'un
transfert monétaire

Le projet a également soutenu le **renforcement des systèmes nationaux de protection sociale afin qu'ils soient plus sensibles à la nutrition et aux enfants**, ainsi que sa **réactivité aux chocs**, ce qui a résulté en la formulation de guidelines et d'outils harmonisés. Les sujets spécifiques qui ont été abordés jusqu'à présent comprennent les valeurs de transfert ; l'expansion des registres sociaux nationaux et des approches visant à améliorer le ciblage des bénéficiaires pour les localités semi-urbaines ; la révision

des politiques de protection sociale, y compris l'élaboration de plans d'action sur les coûts et la mobilisation des ressources ; l'intégration de la protection sociale dans des cadres sectoriels connexes tels que la préparation et la planification des urgences ; la formation des acteurs nationaux ; et l'activation et/ou la co-coordination des cash working groups nationaux etc.

Actuellement, le projet conjoint a lancé **une étude régionale axée sur les registres sociaux et le ciblage** dans la région. L'étude vise à mieux comprendre la mise en place institutionnelle, le ciblage et la capacité des registres sociaux nationaux à saisir les vulnérabilités qui se chevauchent, en particulier le chevauchement de la pauvreté, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition. Elle examine et évalue en détail l'utilisation des registres sociaux comme outil de ciblage. En outre, les preuves générées aux niveaux national et régional ont stimulé les dialogues techniques, y compris les échanges entre les équipes nationales du projet et d'autres pays, afin de faciliter la reproduction des meilleures pratiques dans toute la région.

Les leçons apprises

- **L'établissement** d'accords nationaux avant qu'un choc ne se produise - concernant le moment où les programmes de réponse aux chocs doivent être déclenchés, comment le ciblage des bénéficiaires doit se faire et quelles seront les modalités de prestation - est essentiel pour permettre une mise en œuvre rapide et coordonnée des programmes de réponse aux chocs.
- Le **renforcement** des systèmes nationaux de protection sociale, qui comprend tous les niveaux de la politique à la conception des programmes, en passant par la planification et le financement, la mise en œuvre et le suivi et l'évaluation, est **un processus à moyen et long terme** qui nécessite une vision commune et des actions coordonnées par de multiples acteurs au niveau national.
- Une structure solide du système national de protection sociale, par exemple des mécanismes de coordination forts et la flexibilité des programmes d'assistance sociale pour augmenter et réduire les effectifs, sont essentiels pour déployer rapidement un programme d'urgence à travers le système de protection sociale.
- **Une approche à double voie** peut être une approche de programmation pertinente et adaptée aux contextes d'urgence, en particulier ceux où les systèmes

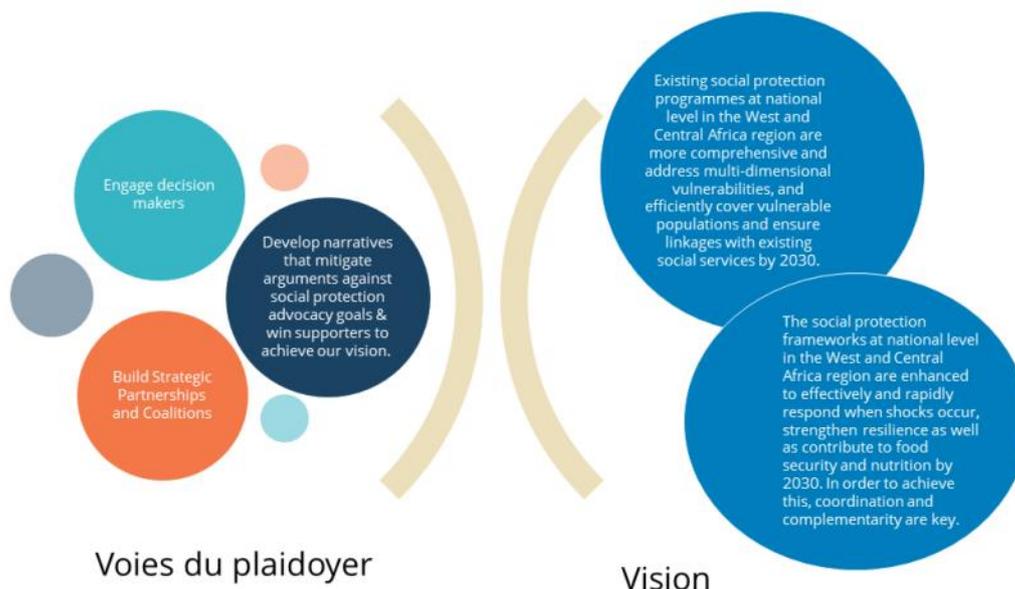
nationaux de protection sociale sont relativement faibles.

- **L'utilisation du registre social** pour la réponse au choc est pertinente, à condition que les données des registres soient fiables et mises à jour et que la méthodologie de ciblage ait été développée par consensus entre les acteurs humanitaires et du développement.

LEVERAGING ON ADVOCACY FOR SOCIAL PROTECTION

La nouvelle **Stratégie de communication et de plaidoyer pour la protection sociale** contribuera à renforcer les capacités nationales d'amélioration des systèmes de protection sociale grâce à des activités cohérentes qui suscitent l'adhésion du public et des politiques et influencent un changement significatif des politiques. Ceci est également conforme à la *stratégie du PAM en matière de soutien à la protection sociale* qui reconnaît le plaidoyer fondé sur des preuves comme un élément clé de ses 12 composantes.

Pour atteindre notre vision, il existe trois voies distinctes,



mais entrelacées, axées sur des interventions de point d'entrée qui devraient générer des rendements élevés en matière de protection sociale à moyen et long terme (figure ci-dessus). Avec cette stratégie nouvellement lancée, nous visons à accroître l'impact global de notre travail avec les gouvernements et les partenaires pour établir et renforcer les composantes des systèmes de protection sociale afin que les programmes de protection sociale soient mieux à même d'aider les gens à gérer les risques et les chocs, tout en contribuant à la sécurité

alimentaire et à une meilleure nutrition. La stratégie est accompagnée d'un plan d'action opérationnel avec des activités concrètes, des ressources nécessaires identifiées et un calendrier.

SOUTENIR LES SYSTÈMES DE PROTECTION SOCIALE POUR DEVENIR PLUS RÉACTIFS AUX CHOCS

L'Afrique de l'Ouest et du Centre (AOC) est l'une des régions les plus exposées aux effets néfastes du changement climatique au niveau mondial. Ces effets, qui se manifestent notamment sous la forme de sécheresses, d'inondations etc, ont sans surprise aggravé la vulnérabilité de la région à la pauvreté et à la faim. Les bureaux de pays, avec le soutien de RBD, et en collaboration avec les partenaires du développement, soutiennent l'établissement et le renforcement des systèmes nationaux de protection sociale à travers la région d'être réactive aux chocs. Au **Burkina Faso**, par exemple, le PAM a aidé le gouvernement, en collaboration avec d'autres partenaires, à organiser un atelier de simulation (SIMEX) afin d'évaluer la capacité du système national de protection sociale à

réagir aux chocs et de soutenir le renforcement ses liens avec les interventions d'urgence. linkages with emergency response. In Au Niger, au Burkina Faso et en Mauritanie, les bureaux de pays ont soutenu la Banque mondiale à piloter son outil d'analyse ("Stress Test") qui vise à évaluer le niveau de préparation des systèmes de protection sociale et des programmes de transfert monétaires pour répondre aux chocs. Nous avons également soutenu des études sur le financement basé sur les prévisions pour définir les déclencheurs de sécheresse, les actions à mettre

en œuvre en cas de choc anticipé afin de réduire les impacts de la crise dans toute la région.

Parallèlement, en se concentrant sur l'apprentissage, les preuves et le suivi, **le PAM, l'UNICEF et la Banque mondiale** au niveau régional, ont préparé des indicateurs communs, afin de mesurer les progrès de la protection sociale réactive aux chocs dans cinq pays du Sahel. Le premier rapport sera produit en 2022. Ces indicateurs alimentent la cartographie annuelle des systèmes nationaux de protection sociale et soutiennent la prise de décision stratégique pour améliorer le renforcement de la réactivité aux chocs des systèmes nationaux de protection sociale à travers le Sahel. Une série d'ateliers et de missions régionales est prévue dans le cadre de ce partenariat.

SOUTENIR L'INTÉGRATION ENTRE LA PROTECTION SOCIALE ET LA NUTRITION

Soutenir la capacité des systèmes de protection sociale à protéger et promouvoir la sécurité alimentaire et la nutrition est l'une des priorités stratégiques du PAM en faveur de la protection sociale. Dans la région, nous aidons de plus en plus les gouvernements nationaux à améliorer la sensibilité à la nutrition de leurs systèmes de protection sociale. En **Mauritanie**, l'analyse du PAM "**Comblant le déficit en nutriments**" (FNG) s'est avérée être un outil efficace pour faciliter ce processus, en termes d'identification des moyens de rendre les filets sociaux plus sensibles à la nutrition et d'améliorer les liens opérationnels entre les transferts monétaires et les interventions nutritionnelles complémentaires.

En outre, dans des pays comme le **Mali**, nous avons soutenu **les femmes à recevoir un coupon alimentaire complémentaire au programme national de protection sociale, qui leur permet d'acheter sur le marché local des aliments nutritifs** favorisant le développement cognitif et physique de leurs enfants. Nous soutenons également la révision des questionnaires des registres sociaux, afin d'y inclure des questions permettant d'évaluer l'état nutritionnel des ménages.

Actuellement, RBD développe une note technique sur la protection sociale sensible à la nutrition dans le but d'améliorer la compréhension de la protection sociale sensible à la nutrition et de renforcer les compétences techniques essentielles pour promouvoir avec succès les résultats de la nutrition dans la mise en œuvre des programmes de protection sociale.

La Gambie est le premier cas mondial où le PAM aide les gouvernements à élaborer des protocoles de partage des données

ZOOM IN : REGISTRES SOCIAUX

L'intérêt croissant des gouvernements de la région pour la mise en place de systèmes opérationnels solides facilitant la coordination entre les programmes de protection sociale ainsi que l'enregistrement et le ciblage des populations vulnérables, a accéléré le déploiement des registres sociaux nationaux à travers de la région. Les bureaux de pays du PAM et le RBD sont de plus en plus sollicités par les gouvernements et les partenaires pour accroître leur soutien dans ce domaine. Dans des pays comme la **Gambie**, le PAM a aidé le gouvernement à finaliser **l'élaboration de procédures opérationnelles standardisées de partage et de protection des données pour son registre social**. La Gambie est ainsi le premier pays à bénéficier du soutien du PAM au niveau mondial dans le développement de protocoles de partage de données pour le registre social. Au **Mali**, le PAM a aidé le gouvernement à examiner la fonctionnalité du registre social et à enquêter auprès de 100 000 ménages pour les inclure dans le registre. Au **Tchad**, s'appuyant sur la coopération sud-sud et triangulaire, le PAM soutient le gouvernement dans sa discussion stratégique concernant sa vision et l'utilisation de son registre social. En **Mauritanie**, le bureau de pays, en partenariat avec l'UNICEF et la Banque mondiale, a soutenu une revue du registre social et des stratégies de mise à jour des données. Cette tendance à l'appui du PAM se retrouve dans la plupart des pays de la région.

LA PROTECTION SOCIALE SENSIBLE AU VIH

Des systèmes de protection sociale inclusifs et accessibles signifient que des mesures durables sont mises en place pour garantir l'accès de tous aux prestations de protection sociale et que ces systèmes sont suffisamment complets pour s'attaquer aux différents facteurs de vulnérabilité des individus et des ménages. Dans toute la région, le bureau



régional s'est associé à l'ONUSIDA, à l'OIT et à d'autres partenaires régionaux pour créer un groupe de travail technique (sous l'égide de l'équipe régionale des Nations Unies sur le SIDA), dans le but d'aider les bureaux de pays et les gouvernements nationaux à étendre leurs systèmes de protection sociale pour inclure les personnes vivant avec le VIH (PVIH), exposées au risque d'infection et affectées par le virus. Cette démarche répond à une prise de conscience croissante des difficultés rencontrées par les PVIH pour accéder à des prestations de protection sociale qui tiennent compte de leurs besoins spécifiques. Le groupe régional entreprend actuellement **une étude régionale des politiques et programmes de protection sociale sensibles au VIH dans 12 pays**, qui devrait donner un aperçu des lacunes en matière d'inclusion et de couverture des personnes vivant avec le VIH dans les services de protection sociale.

Dans des pays tels que le **Ghana** et le **Togo**, RBD soutient des évaluations nationales conçues pour établir un **diagnostic de la sensibilité des systèmes de protection sociale existants au VIH et des principaux obstacles** qui (peuvent) entraver l'accès des personnes vivant avec le VIH, exposées au risque de le contracter ou affectées par le virus aux services de protection sociale. Ces évaluations devraient informer les politiques nationales de protection sociale et de lutte contre le VIH/SIDA, orienter le dialogue et soutenir la priorisation par le gouvernement des questions relatives aux systèmes de protection sociale contre le VIH.

COOPÉRATION SUD-SUD ET TRIANGULAIRE (CSST)

Le PAM et le gouvernement du Tchad ont préparé un projet de coopération sud-sud et triangulaire pour renforcer son registre social. Le projet vise à améliorer l'opérabilité du Registre Social Unifié (RSU) du Tchad et son

utilisation pour la mise en œuvre et l'élargissement des programmes d'assistance sociale, en particulier en réponse à la COVID-19, aux conflits et au changement climatique.

En décembre, un échange de connaissances en ligne a été organisé sous forme de dialogue politique, afin de promouvoir les relations gouvernementales, la compréhension et le plaidoyer sur la gestion et l'efficacité des registres sociaux. Les participants comprenaient des collègues du PAM de différents CO et RB, le Ministère Tchadien de l'économie et de la planification du développement et leurs homologues du Kenya, de la République du Congo et du Burkina Faso. L'International Policy Centre for Inclusive Growth (IPC-IG), du Brésil, a présenté les riches expériences du Brésil dans l'établissement de son registre social.

Les prochaines étapes comprennent (1) une visite d'étude transfrontalière au Kenya sur l'établissement d'un registre social complet et son utilisation dans le ciblage basé sur la vulnérabilité pour les interventions de sécurité alimentaire et de protection sociale ; (2) une autre session d'échange avec les centres d'excellence du PAM en Chine et au Brésil pour assurer le suivi des sujets spécifiques liés au secteur et aux systèmes alimentaires pour les réponses de protection sociale ; et (3) une session finale d'échange de connaissances virtuelle basée sur les besoins et les sujets émergents. Le projet se déroule de novembre 2021 à février 2022.

DÉVELOPPER, ACQUÉRIR ET EMPRUNTER

La *Stratégie du Programme alimentaire mondial en matière de soutien à la protection sociale* reconnaît qu'une planification efficace de la main-d'œuvre selon les options "développer, acquérir et emprunter" comme l'un des éléments cruciaux pour garantir la réussite de notre

engagement en faveur de la protection sociale.

Le bureau régional a entrepris une évaluation des capacités existantes et du savoir-faire technique des équipes chargées de la protection sociale, tant au niveau régional que national, ce qui a conduit à l'élaboration d'un plan de développement des capacités. Ce plan comprend une série de sujets et de formats visant à sensibiliser à la protection sociale et à développer les connaissances et les compétences autour des priorités clés du PAM en matière de soutien à la protection sociale. Dans le cadre du plan, un atelier a été organisé avec les bureaux de pays pour présenter et faire comprendre la protection sociale globale ainsi que pour définir un plan d'action RBD sur la protection sociale. L'atelier a permis un brainstorming sur la façon dont la stratégie peut être appliquée au travail en cours dans la région, quel pourrait être notre niveau d'ambition pour la mettre en œuvre et de quoi avons-nous besoin pour y parvenir.

Une autre activité importante de renforcement des capacités a été une session d'apprentissage sur les registres sociaux avec les bureaux de pays, qui a eu lieu en décembre. En utilisant les registres sociaux du Sénégal et du Lesotho comme études de cas, la session a permis aux points focaux de la protection sociale dans les bureaux nationaux d'acquérir une compréhension de base des registres en tant qu'outils de planification et opérationnels, afin qu'ils puissent être mieux placés pour avoir un dialogue plus informé sur ce sujet dans leurs pays où les registres sont déployés et utilisés.

En termes de personnel, le bureau régional est en train de recruter des experts sur des thèmes particuliers de la protection sociale pour former une "facilité d'experts" pour la protection sociale afin de renforcer et d'adapter le soutien thématique aux bureaux de pays.

Jusqu'à présent, le bureau régional a accueilli une nouvelle conseillère régionale en matière de protection sociale, Ana Ocampo ; une consultante en renforcement des capacités (qui soutient désormais la protection sociale sensible à la nutrition), Catherine Chazaly ; une responsable de la protection sociale adaptative, Sanne Holtslag ; et une responsable de la gestion des rapports et des connaissances, Lucy Goudjo.

WEBINAIRES ET PUBLICATIONS (EXTERNE)

Webinaires

- [What works in the delivery of Adaptive Social Protection? Improving G2P Payments for Recipients](#)
Co-organisé par le Consultative Group to Assist the Poor (CGAP), the Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) au nom du German Federal Ministry for Economic Cooperation and Development (BMZ), et l'International Policy Centre for Inclusive Growth (IPC-IG), ce webinaire partage les expériences mondiales en matière de fourniture de protection sociale adaptative tout en mettant l'accent sur les contraintes et les opportunités pour l'adoption de mécanismes de paiement digitale de gouvernement à personne (G2P).
- [Changing the mindset – turning the theory into practice: Incorporating gender-sensitivity into linked humanitarian cash and social protection interventions](#)
Bien qu'il y ait une prise de conscience croissante sur l'intégration d'approches sensibles au genre dans les réponses humanitaires en espèces et en protection sociale, il reste encore plusieurs défis à relever pour mettre ces approches en pratique. Ce webinaire, organisé sous forme de table ronde, explique ces défis et propose des solutions pour les surmonter. Organisé par UNICEF, IFRC, FCDO et le PAM.
- [Making public finance management work for social protection, lessons learned from Senegal and Nepal](#)
Ce webinaire, organisé par l'OIT, l'UNICEF, et le Global Coalition for Social Protection Floors (GCSPF), partage des exemples créatifs et pratiques sur les moyens de stimuler et de maintenir le financement de la protection sociale dans le budget national. Il met en évidence les preuves issues des diagnostics des systèmes de protection sociale, de l'analyse des lacunes et des études sur l'espace fiscal, entre autres.
- [Enhancing the impact of social protection programs on food security and nutrition](#) - La FAO, en collaboration avec ses partenaires, a créé l'outil de l'initiative d'évaluations inter-agences de la protection sociale sur la sécurité alimentaire et la nutrition (FSN- ISPA) afin d'aider les gouvernements à améliorer la sécurité alimentaire et les résultats nutritionnels par le biais de programmes de protection sociale. Le webinaire présente un aperçu de l'outil FSN-ISPA, suivi d'une discussion sur l'expérience et les leçons tirées de sa mise en œuvre.

- The big SP e-Vent: You spoke up, we listened - but what should we do next? Au cours de l'année, la plateforme socialprotection.org a lancé l'e-vent', un forum où les acteurs de la protection sociale ont pu exprimer facilement ce qui les a perturbés et motivés lors de la mise en œuvre d'interventions de protection sociale au plus fort de la pandémie de COVID-19. Suite aux nombreuses discussions intéressantes et engageantes partagées dans le forum, un webinaire/une réunion mondiale d'experts en protection sociale, de donateurs et de gouvernements pour réfléchir collectivement et donner un aperçu de ce qui peut être mieux fait sur le terrain.

Publications

- The Impacts of Cash in a Pandemic: Evidence from cash-based programming in low- and middle-income countries - Innovations for Poverty Action (IPA), juillet 2021.
- Strengthening coherence between social protection and productive interventions in four African countries - L'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Fonds international pour le développement agricole (FIDA) et Universidad de los Andes (Université des Andes), 2021.
- Evaluating the impacts of the FAO's Cash+ Programme in Mali - Dao, T.H., Daidone, S. and Kangasniemi, M, 2021.
- Social Protection and Labor: A key enabler for Climate Change adaptation and mitigation - Jamele Rigolini, decembre 2021.

Pour plus d'informations, veuillez contacter

- Ana Ocampo (ana.ocampo@wfp.org)